

rupture affichée avec le règne de Domitien. C'est sur cet arrière-fond qu'est mise en lumière la réussite du réseau familial et clientélaire de Trajan et la fondation de la dynastie antonine dont les racines et les ramifications sont retracées avec le soin nécessaire, en suivant les hypothèses de Ginette Di Vita-Evrard. La crise complexe de 97 est alors analysée en détail. Casperius Aelianus y apparaît comme payant sa naïveté et Trajan comme un véritable usurpateur organisant un « 18 Brumaire » avant l'heure. L'ensemble du propos est en général convaincant et bien informé. Outre quelques coquilles (ainsi p. 116 et 334 dans la référence à l'article de Philippe Moreau), quelques erreurs peuvent être relevées mais elles n'entament en général pas le fond du propos (p. 76 sur le rang de *trecenarius*, p. 152 sur l'origine de Domitius Afer, p. 319 où il s'agit de Galère et non de Gallien). On regrettera cependant que le congrès de Lyon (2000) sur les légions romaines n'ait pas été exploité : il aurait permis de discuter le devenir de la XXI^e *Rapax* (p. 169), de préciser les mouvements de la VIII^e *Augusta* (p. 98) et surtout de faire justice à l'hypothèse d'une révolte en Germanie avancée en son temps par Hatt sans réelle base factuelle (p. 292 et 313). Quoi qu'il en soit, la qualité et l'intérêt du propos demeure. Si le lecteur n'est pas obligé d'adhérer à toutes les reconstitutions prosopographiques ou politiques proposées, quelquefois très hypothétiques, force est de reconnaître la cohérence et la rigueur de la méthode. L'argumentation présente toujours les faits de manière claire et complète, et permet ainsi de se forger une opinion ; surtout, consciente des lacunes de la documentation, elle sait suspendre le jugement à bon escient (p. 216). Au fil de la démonstration, le lecteur trouve nombre de développements de grande qualité et des remarques stimulantes, par exemple sur « l'opposition » sénatoriale (p. 129), sur l'entrée des Grecs au sénat (p. 210-211) ou sur les limites de ce qu'une carrière peut nous apprendre des compromissions avec le prince (p. 254). L'analyse fine des carrières et des personnages n'empêche pas la synthèse et des jugements historiques formulés fermement comme lorsque l'auteur brosse le portrait de Nerva (p. 245) ou qu'il revient dans une note sur la question de la succession dynastique sous les Antonins (n. 31, p. 252). L'intérêt de l'ouvrage dépasse donc, et de loin, le simple règne de Domitien, et sa lecture est recommandée pour tous ceux qui s'intéressent aux dynamiques dynastiques, politiques et administratives du Haut-Empire.

Benoît ROSSIGNOL

Agnès BÉRENGER, *Le métier de gouverneur dans l'Empire romain de César à Dioclétien*. Paris, De Boccard, 2014. 1 vol. 535 p. (DE L'ARCHÉOLOGIE À L'HISTOIRE, 62). Prix : 59 €. ISBN 978-2-7018-0350-0.

Dans ce fort volume – plus de 400 pages de texte –, Agnès Bérenger se propose de rendre compte du gouvernement des provinces dans l'Empire romain, dans la longue durée de l'histoire des institutions, de la fin de la République aux réformes de Dioclétien. Toutes les provinces et tous les types de gouverneurs sont considérés. Comme l'indique le titre, le regard est résolument tourné vers la pratique. Cette dernière est abordée selon plusieurs perspectives, avec le souci de construire une synthèse réelle au-delà de l'accumulation, mais sans céder à une globalisation réductrice. Les constantes possibles sont donc abordées prudemment et la réflexion cherche

surtout à dégager des normes et des contraintes. Le parcours proposé dans l'introduction est logique et clair, et se développe au fil des chapitres s'attachant à suivre les pas du gouverneur. Le premier chapitre traite ainsi de la préparation de la mission depuis la désignation jusqu'au départ pour la province ; il insiste sur le moment déterminant qu'est l'entrée dans la province. Le chapitre suivant examine les pouvoirs du gouverneur et leurs limites, puis vient l'examen des ressources allouées au gouverneur. À partir du quatrième chapitre, le lecteur pénètre dans l'aspect concret des missions du gouverneur : rendre la justice, maintenir l'ordre, préserver la *pax deorum*, contrôler la province. Le chapitre huit ouvre un troisième temps dans l'enquête qui considère les relations du gouverneur, d'abord « à la rencontre des provinciaux » puis en interrogeant les influences que pouvaient exercer sur lui les notables, son entourage ou les agents de l'administration. « L'ombre de Rome », termine le parcours en envisageant les demandes et attentes multiples qui pouvaient s'exercer depuis le centre de l'Empire sur le gouverneur éloigné. Bibliographie et index des sources terminent l'ouvrage. Très loin de la toute-puissance autoritaire, au croisement de normes multiples, d'acteurs hétérogènes, le métier de gouverneur qu'A. Bérenger dégage est singulièrement nuancé et perd de son évidence : ce n'était pas une chose aisée que de gouverner une province par-delà des investissements très variables de la part des acteurs. L'argumentation est claire et bien articulée, avec toutes les nuances nécessaires. Chaque fois que possible, des conclusions sont tirées – ainsi sur l'idéal d'accessibilité du gouverneur –, mais A. Bérenger pointe aussi les paradoxes d'une situation particulière : ainsi le gouverneur, souvent présenté comme le défenseur des faibles, est au service d'une justice favorisant les *honestiores*. Elle indique aussi les limites de nos connaissances : « la réalité des risques du métier reste donc en partie énigmatique » (p. 403). Ce souci de ne pas extrapoler arbitrairement au-delà de ce qu'autorisent les sources est une des qualités de l'ouvrage, résolument fondé sur les documents. Toutefois une élaboration théorique à partir des outils et concepts de la sociologie ou de l'anthropologie aurait peut-être permis de pousser la réflexion plus loin, comme sur les rapports entre la personne et la fonction lorsque la *salutatio* est analysée (p. 362). Plus qu'une critique, cette remarque témoigne des réflexions qui naissent à la lecture de l'ouvrage et du panorama qu'il dresse. Inévitablement, quelques points sont sujets à discussions ou auraient pu être approfondis. En examinant la question du départ pour la province, on aurait pu considérer le cas des gouverneurs passant directement d'un ressort à un autre. L'analyse de l'*officium* du gouverneur et de son logement aurait ainsi peut-être pu tirer profit des dossiers archéologiques disponibles ; la question de la mise à disposition de soldats pour exécuter des travaux (p. 307) aurait pu être illustrée avec le dossier des actions de Nonius Datus à Saldae. Plus généralement, on regrette un peu la faible présence des soldats et des enjeux militaires, qui certes concernaient très inégalement les provinces mais qui auraient pu être pris en compte, en particulier dans la question du contrôle de la province, car il fallait aussi en contrôler les troupes. C'est un peu le revers du souci d'atteindre des normes communes : inévitablement, la diversité des situations géographiques, institutionnelles et chronologiques est un peu masquée. Il faut cependant reconnaître que la réalité de cette diversité ne se dégage que très rarement de nos sources. L'ouvrage est généralement bien composé et ne présente que très peu de problèmes typographiques ; un crochet droit apparemment non refermé (n. 224, p. 222)

fait partie des rares exceptions. Pour en rester à ces questions formelles, il faut cependant regretter les conventions choisies pour les citations d'inscriptions qui persistent à utiliser le signe égal et mettent sur le même niveau les différentes éditions, les corpus et les recueils. Parfois les notes auraient pu être mieux organisées pour éviter des doublons ou clarifier quelques exemples, comme dans le cas de l'inscription témoignant de la visite d'un proconsul à Samothrace en 165 qui apparaît plusieurs fois (pages 112, 115 et 285) : les références auraient dû être groupées dès la première note et l'établissement du texte aurait pu être exposé plus clairement. Enfin il est dommage, compte tenu de la clarté de l'ouvrage, que l'absence de traduction des sources puisse tenir à l'écart du détail de bien des exemples les étudiants non spécialistes et les collègues historiens d'autres périodes, mais il est vrai que cela aurait encore accru la taille de l'ouvrage. Ces remarques toutefois n'entament pas l'intérêt et l'utilité d'un ouvrage qui pourra être régulièrement consulté, dont les qualités de synthèse et de rigueur sont indéniables et qui offre une ample matière à réflexion à qui s'intéresse à l'administration romaine.

Benoît ROSSIGNOL

Alberto DALLA ROSA, *Cura et tutela. Le origini del potere imperiale sulle province proconsolari*. Stuttgart, Franz Steiner Verlag, 2014. 1 vol. 362 p. (HISTORIA – EINZELSCHRIFTEN, 227). Prix : 68 €. ISBN 978-3-515-10602-3.

The presented volume analyses the beginnings of imperial control over proconsular provinces. Its main focus is therefore necessarily the reign of Augustus, who in January 27 BC assumed the governorship of only some provinces, at the same time accepting *cura et tutela rei publicae uniuersa*. This expression – being a quote from Cassius Dio in Latin translation, supported by the *Tabula Siarensis* and referring to a practice dating back to the Republican period – must have hinted at specific prerogatives of Augustus's power, and it is these prerogatives that A. Dalla Rosa strives to identify. Although to Cassius Dio imperial power in its developed form must have seemed natural, at the dawn of Empire this was not yet the case; in consequence, one cannot simply replace the *cura et tutela* of Augustus with *imperium proconsulare maius et infinitum*, or invoke imperial *auctoritas* when explaining the grounds of his interventions in proconsular provinces during his exceptionally long reign. We are in fact dealing with a multi-phase process of crystallisation of Augustus' prerogatives of power – a process that ultimately found expression in the term *imperium maius* and was later confirmed in *s.c. de Pisone patre*, in the context of Germanicus' mission and Tiberius' empire-wide supremacy. According to A. Dalla Rosa, this process came to an end with the ascension of Caligula and the transfer of command of the last proconsular legion in Africa in 39 AD (this date also constitutes a terminus for the author's narrative). New epigraphic sources, as well as recently intensified studies on the first emperor's position within the political system (J.-L. Ferrary, A. Giovannini, K.M. Girardet, F. Hurlet) largely undermined the legal framework established by Th. Mommsen and clearly demonstrated that the formation of Augustus' prerogatives of power occurred gradually and depended on the circumstances. Following this line of reasoning, A. Dalla Rosa paints an image in which innovative solutions that Augustus implemented *ad hoc*, in response to political and military problems at hand,